



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Mise à disposition de fontaines lessivielles

Cahier des clauses particulières (CCP)

L'acheteur :

**Grand Port Maritime de Bordeaux
152, quai de Bacalan
CS 41320
33082 BORDEAUX CEDEX**







**CCP numéro 25S08 : établi en application du Code de la commande publique et du
CCAG Fournitures courantes et services,**

SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS	2
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	4
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	5
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	7
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	10
8. LITIGE ET SANCTIONS.....	12
9. FIN DU CONTRAT	13

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Mise à disposition de fontaines lessivielles
 Acheteur	GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
 Structure	Lot unique
 Lieu d'exécution	Circonscription du GPMB
 Durée	48 mois

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant qu'entité adjudicatrice. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur la mise à disposition de fontaines à pression standard et fontaine à haute pression (20 bar minimum) de dégraissage lessiviel à chaud destinées aux opérations de dégraissage/nettoyage de pièces mécaniques réalisées par les ateliers du GPMB incluant l'entretien et la maintenance des fontaines.

Le contrat comprend la livraison et installation des équipements sur site avec formation des utilisateurs à l'utilisation du matériel lors de la livraison des équipements.

Le titulaire doit fournir l'équipement de nettoyage, les produits dégraissants, l'enlèvement et la gestion des déchets générés ainsi que l'entretien.

■ Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières et ses 3 annexes « Consignes d'accès », « Consignes de sécurité » et « RGPD » ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- l'offre technique du titulaire.

Pièces générales :

- Le code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par arrêté du 30 mars 2021).

Rappel :

Toutes les dispositions figurant dans les documents du titulaire (conditions générales de vente ou correspondances) qui seraient contraires aux clauses du présent contrat sont réputées non écrites

2.2. Intervenants

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ **Forme du contrat :**

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande** mono-attributaire sans minimum et **avec maximum fixé à 120 000,00 € HT** en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

■ **Présentation des bons de commande :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro du bon de commande,
- date et lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La(les) personne(s) habilitée(s) à signer les bons de commande est (sont) désignée(s) par le règlement intérieur du GPMB.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée globale du contrat :**

Le contrat est conclu pour une durée de **48 mois** à compter de la date d'effet qui sera précisée sur la lettre de notification.

■ **Prestations similaires :**

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées.

■ Contenu des prix :

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

Les prix ne peuvent comporter de suppléments se rapportant à des frais de dossier, de facturation ou à des minimums de commande.

■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables selon un barème d'ajustement** du titulaire.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, le mois à prendre en compte est le mois limite de remise des offres négociées. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix ne varient pas jusqu'à l'entrée en vigueur des nouveaux prix pratiqués par le titulaire pour l'ensemble de sa clientèle.

Clause de sauvegarde : l'acheteur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le contrat lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2.5 % par rapport au précédent tarif. La date d'effet de la résiliation sera alors celle du changement de tarif en cause.

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

En cas de groupement solidaire et en application de l'article 12.1.2 du CCAG, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement solidaire ou du mandataire.

■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- les noms, n° SIRET et adresse du créancier,
- la date d'émission et le numéro de la demande de paiement ;
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro du bon de commande ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;

Pour toute demande de paiement, le titulaire doit fournir le rapport d'intervention incluant les BSD (bordereaux de suivi des déchets) correspondants.

Conformément au Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, **les factures doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée** via la plate-forme Chorus Portail Pro accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement devront, notamment, comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET du GPMB : 78180414100021 qui identifiera ce dernier comme étant le destinataire de la facture,
- Le numéro d'engagement correspondant au numéro du bon de commande.

➤ En cas de sous-traitance :

L'obligation de facturation électronique s'applique également aux sous-traitants des marchés publics. Les textes applicables et la documentation afférente sont consultables sur le site Communauté Chorus Pro dédié à la préparation de la facturation électronique :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/gerer-les-factures-de-sous-traitance-cotraitance>

■ Périodicité des paiements :

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations (validation des rapports d'intervention).

■ Régime des paiements :

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-26 du Code de la commande publique.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Lieux d'exécution

Les fontaines seront installées sur les sites portuaires suivants :

Bacalan	Bassens
Ateliers Généraux de Bordeaux-Bacalan 152 quai de Bacalan 33082 BORDEAUX Cedex	Section Outillage Quai Alfred de VIAL ENTREE 5 33530 BASSENS
Contact : Sébastien BANTIGNY au 06.34.32.06.47	Contact : Olivier GARCIA au 06.64.49.92.58 Alexandre SIERRA au 07.77.95.40.29

Le Verdon
Section Outillage Route du Môle 33123 LE VERDON-SUR-MER
Contact : David TEJERO : 06.29.62.71.44

À noter que pour des besoins ponctuels, la mise à disposition de fontaine lessivienne standard supplémentaire pourra être demandée (prestation portant sur un ou plusieurs mois sur Bacalan ou Bassens).

6.2. Caractéristiques des fontaines

Les fontaines de dégraissage fournies seront de 2 types :

- à pression standard
- à haute pression (20 bar minimum)

Les équipements mis à disposition respecteront le descriptif ci-dessous :

- Conception et construction robuste (structure métallique) adaptée à une utilisation en atelier ;
- Charge maxi supportable par la fontaine : 45 kg minimum ;
- Dimensions plateau de travail : 800 x 500 mm minimum ;
- Hauteur plateau de travail : 900mm env. ;
- Pédale de commande.

La technique de dégraissage sera la suivante :

Pour les fontaines à pression standard :

Dégraissage par solution lessivienne sans COV (Composés Organiques Volatiles), nettoyage manuel avec pinceau, à base d'eau chaude avec citerne de trempage intégrée.

Pour la fontaine à haute pression :

Dégraissage par solution lessivienne sans COV (Composés Organiques Volatiles), nettoyage manuel avec pistolet projetant de l'eau chaude sous pression (20 bar minimum).

Actuellement, le GPMB dispose de fontaines lessiviennes à pression standard de type ICS XS et de fontaines lessiviennes haute pression (20 bar minimum) de type ICS DETER HP v3T.

6.3. Conditions de réalisation des prestations

Le descriptif de la prestation attendue est le suivant :

■ Installation des équipements :

- Mise à disposition de fontaines à pression standard et fontaine à haute pression (20 bar minimum) de dégraissage lessiviel à chaud destinées aux opérations de dégraissage/nettoyage de pièces mécaniques
- Livraison et installation des équipements dans les ateliers du GPMB.
- A la livraison des équipements, formation des utilisateurs à l'utilisation du matériel

Le titulaire mettra à disposition des équipements en bon état général, il maintiendra, sur toute la durée du contrat, ces équipements en état de marche opérationnelle.

Préalablement à l'installation des équipements, le titulaire s'engage à fournir toute information nécessaire en vue de l'implantation et de l'alimentation électrique de ces équipements.

Le titulaire fournira et affichera sur les équipements mis à disposition les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs utilisant ces équipements. Il fournira également les fiches de données de sécurité des produits utilisés.

■ Maintenance préventive :

- Renouvellement périodique du liquide de dégraissage.
- Approvisionnement en consommables, entretien et maintenance périodique des équipements mis à disposition selon le calendrier établi.
- Récupération et retraitement des produits souillés.

Le titulaire fournira avant le début des prestations un calendrier précisant les interventions périodiques d'entretien prévues pour chaque fontaine. Les intervalles de passage pour l'entretien et la maintenance régulière des fontaines sont établis pour :

- Une fréquence de 8 passages par an pour Bassens et Bacalan
- Une fréquence de 4 passages par an pour Le Verdon.

Le GPMB se réserve le droit de modifier la cadence des passages.

Le titulaire disposera de 7 jours calendaires avant chaque intervention pour éventuellement déposer sur site les consommables permettant l'entretien et la maintenance des équipements mis à disposition.

Le titulaire disposera de 7 jours calendaires après chaque intervention pour réaliser l'évacuation des produits souillés.

À chaque intervention, le titulaire devra fournir un rapport d'intervention et un bordereau de suivi des déchets.

■ Maintenance corrective :

- Dépannage sous 48H ou, à défaut, le remplacement gratuit de l'équipement défaillant.

En cas de panne nécessitant le remplacement de la fontaine, le titulaire devra remplacer la fontaine, à ses frais et sous un délai de 48H. Le matériel défectueux sera repris par le titulaire le même jour que la mise à disposition du nouvel équipement.

À chaque intervention, le titulaire devra fournir un rapport d'intervention et un bordereau de suivi des déchets.

■ Enlèvement des fontaines :

Le titulaire est tenu de reprendre le matériel dans les locaux du GPMB dans un délai maximal de 5 jours ouvrés suivant l'échéance du contrat.

6.4. Vérification des prestations

Les stipulations du CCAG sont applicables.

6.5. Développement durable

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ses obligations environnementales.

Ces conditions sont les suivantes :

- Dégraissage par solution lessivienne sans COV (Composés Organiques Volatiles) ;
- Collecte et destruction des déchets.

6.6. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Le présent accord-cadre pourra subir des modifications sous réserve des dispositions prévues aux articles R2194-1 à R2194-4 du Code de la commande publique

Modifications et ajouts de matériel(s)

En cours d'exécution, les parties peuvent convenir de procéder à des modifications et/ou des ajouts du (des) matériel(s) afin de faire suite à des évolutions d'ordre technique ou technologique desdits matériels, objet du contrat (ex : produit en fin de vie ou de fabrication, apparition d'un nouveau matériel équivalent, disparition du produit de la gamme du titulaire, etc.).

Ces évolutions peuvent avoir des conséquences sur :

- les prix des matériels prévus au BPU,
- la composition du matériel de base (modifications du matériel, ajouts d'accessoires) et, par voie de conséquence, sur les prix correspondants ;

Le prix net du matériel modifié ou ajouté est déterminé de la manière suivante :

- le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre le matériel modifié ou ajouté et le matériel analogue au contrat, notamment par la communication du tarif public des équipements et matériels ainsi que par la communication de son taux de marge. En tout état de cause, le prix du matériel modifié ou ajouté ne saurait excéder de 10% le prix du matériel analogue au contrat sans pour autant augmenter le montant maximum de l'accord-cadre.

En tout état de cause :

- Le matériel modifié est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au présent contrat et doit être techniquement équivalent ou supérieur au matériel proposé initialement.
- Le matériel ajouté est conforme à l'objet du contrat et en lien direct (déclinaison ou accessoire) avec le matériel du contrat et nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Modalités de mise en œuvre de la modification :

Les parties se réservent la faculté d'évaluer les modifications à apporter au contrat, notamment, au vu des évolutions technologiques ou techniques.

En cas de modification, le titulaire fournira un dossier contenant notamment, s'il y a lieu :

- Les justificatifs techniques et/ou fonctionnels des liens directs (déclinaison, accessoire) entre le matériel modifié ou ajouté et le matériel présent à l'accord-cadre,
- Les caractéristiques techniques du matériel ajouté ou modifié,
- Les justificatifs tarifaires conformément aux dispositions ci-avant,
- Le mémoire technique mis à jour, le cas échéant,
- Le bordereau des prix mis à jour, le cas échéant.

A compter de la réception du dossier complet susvisé, le GPMB dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour valider la modification ou l'ajout.

Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée par le GPMB, le(s) nouveau(x) prix sont intégrés dans le bordereau des prix sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Les nouveaux prix entrent en vigueur à la date fixée par le GPMB dans le courrier adressé au titulaire ou à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la validation du GPMB.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

■ **Autres stipulations diverses :**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales en fournissant :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).
- la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code).
e à compter de la remise des livrables et ou de l'exécution des prestations.

■ **Réparation des dommages :**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'entité adjudicatrice.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Les documents relatifs à ses capacités professionnelles et financières :
- Une copie de l'extrait K-Bis de moins de trois mois,
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le sous-traitant,
- Les attestations d'assurance, fiscales et sociales.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 41.1 du CCAG FCS).

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ **Mesures de sécurité :**

Les prestations s'exécutent sur un site portuaire soumis à des règles d'accès et de sécurité annexées au présent CCP.

Le titulaire doit respecter ces mesures et ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix pour ce motif.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Retard en cas de dépassement du délai d'exécution	En cas de retard pour l'installation des fontaines ou les interventions planifiées (article 6 du présent CCP), les stipulations du CCAG sont applicables
Non-respect du délai de dépannage pour la maintenance corrective	En cas de non-respect du délai de dépannage, dans le cadre de la maintenance corrective (article 6 du présent CCP), le titulaire encourt une pénalité de 50€ par jour ouvré de retard
Non remise en état des lieux	Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements de la personne publique. En cas de non remise en état des locaux ou emplacements de la personne publique après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500,00 €
Sous-traitance	Un sous-traitant, quel que soit son rang ne peut commencer à intervenir que sous réserve, d'une part, de son acceptation et de son agrément et d'autre part, de sa participation à l'établissement du plan de prévention. Toute infraction à cette règle est sanctionnée par une pénalité forfaitaire applicable au titulaire du marché, sans mise en demeure préalable 1 000,00 € Forfaitaire

■ Plafonnement des montants :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ Seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ Observations préalables à l'application

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de

règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux Cedex
Téléphone : 05 56 99 38 00
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr
Télécopie : 05 56 24 39 03
Site internet : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.4 du CCAG
La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG
La rubrique *Durée et délai* de l'article 4 du contrat déroge à l'article 13.1.1 du CCAG pour le point de départ
La rubrique *Pénalités* l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)